



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes

Unité Départementale de l'Isère
Pôle Territorial
Subdivision T4

Grenoble, le 22 février 2019

Référence : 2019-Is038T4

Affaire suivie par : Nathalie LOPES
n.lopes@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 04 76 69 34 32 – Fax : 04 38 49 91 95

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

LELY ENVIRONNEMENT à St-Quentin-sur-Isère

Rapport de l'inspection des installations classées

Objet : Agrandissement plate-forme bois

Réf. : Dossier de porter à connaissance : agrandissement de la plateforme bois

Raison sociale : LELY ENVIRONNEMENT

Adresse du siège social : 37 rue Pierre Sémard – BP 64
38602 FONTAINE

Adresse de l'établissement : Lieu dit "L'Echaillon"
38210 ST-QUENTIN-SUR-ISERE

Activité principale : Collecte de déchets non dangereux

Code S3IC : 61.3167

Priorité DREAL : PN

Priorité affaire : P3

PJ : prescriptions, plans des zones de stockage bois
Copie à : T4 (NLO) - Chrono

1. OBJET DU RAPPORT

La société LELY ENVIRONNEMENT exploite sur l'emprise de son centre de stockage de déchets non dangereux de Saint-Quentin-sur-Isère une plate-forme de bois d'une superficie de 56 200 m².

Cette installation, visée dans les arrêtés préfectoraux n° 2002.10079 du 30/09/2002 et n°DDPP-IC-2017-04-25 du 27 avril 2017, est aujourd'hui encadrée par l'arrêté préfectoral n°DDPP-IC-2017-12-19 du 19 décembre 2017.

Ces activités y sont repartitionnées au titre des ICPE sous les rubriques :

- 2791.1 broyage de déchets de bois aggloméré et déchets verts avec une quantité maximale stockée d'aggloméré de 10 000 m³ – 175t/j pour les agglomérés et 250t/j pour les déchets verts (régime autorisation)
- 2260.2.A broyage de grumes et bois SSD (Sortie Statut de Déchets), puissance installée de 970 kW (régime autorisation)
- 1532.2 Stockage de grumes et bois SSD, volume de 40 000 m³ (régime enregistrement)

La plate-forme bois est installée au droit des alvéoles 3, 10, 11a, 11b, 12, 13, 13bis et 15 dont l'exploitation est achevée.

Le 15 juin 2018, la société LELY a déposé en main propre au service des installations classées un dossier de porté à connaissance pour l'agrandissement de la plateforme bois.

2. DESCRIPTION DE LA MODIFICATION PAR L'EXPLOITANT

L'actuelle plateforme bois comprend 5 zones de stockage distinctes auxquelles s'ajoutent 2 bâtiments couverts pour le stockage / séchage du bois SSD et des plaquettes forestières.

La société Lely souhaite réorganiser ces différentes zones et en créer une sixième, afin de mieux maîtriser les hauteurs de stockage.

Un agrandissement est envisagé au droit des anciennes alvéoles de stockage de déchets non dangereux 18A et 18B, sur une superficie d'environ 1,7 ha.

Les alvéoles 18A et 18B ont été respectivement exploitées du 20/07/2011 au 18/01/2012 et du 18/01/2012 au 09/10/2012.

La couverture de ces alvéoles comprend, de bas en haut, une couche de drainage du biogaz (remblai sur 0,5m d'épaisseur au minimum), une couche d'étanchéité (sablons sur 0,5m mini), une couche de drainage des eaux météoriques (géotextile) et une couche de tout venant. L'épaisseur totale de la couverture existante est d'environ 2m. L'exploitant prévoit de décaper cette couverture jusqu'au géotextile de drainage, tout en préservant celui-ci, pour réaliser une plateforme en enrobé.

Les alvéoles sont équipées de puits de collecte des lixiviats. Ces puits seront rehaussés pour rester accessibles et assurer la pérennité du réseau de collecte des lixiviats.

Le réseau biogaz existant est aujourd'hui en grande partie enterré. La partie en aérien sera enterrée afin de permettre la circulation des engins et camions.

L'analyse des tassements montre que les tassements primaires (liés à la surcharge en tête de déchets) seront nuls. Les tassements secondaires estimés par calcul (liés à la dégradation des déchets) seront également faibles et ne devraient pas avoir d'incidence sur le réseau de collecte du biogaz.

La plateforme sera pentée (pente>1,5%). Les eaux de pluie de cette zone continueront à être dirigées vers le bassin K d'une capacité de 1 600 m³ (note de dimensionnement réalisée en 2015 mise en annexe).

Une mise à jour de l'étude de dangers concernant le risque incendie lié à l'agrandissement de la plateforme bois a été réalisée. Aucun phénomène dangereux n'engendre d'effets hors site. Afin de garantir l'absence de tout effet domino, des bandes de distance minimale seront maintenues entre chaque zone de stockage.

De même, aucun stockage de matériaux combustibles ou inflammables ne devra être réalisé dans la zone des effets létaux significatifs des phénomènes dangereux pour ne pas être soumis au seuil des effets dominos de 8kW/m² en cas d'incendie de ces zones et inversement.

3. AVIS ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

La modification réalisée ne modifie en rien le classement du site au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. La capacité totale de la plate-forme bois reste inchangée. Les impacts et risques liés au projet ne modifient pas non plus de manière significative les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés aux articles L211.1 et L511.1 du CE. Pour ces raisons, le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale ni à considérer comme une modification substantielle.

Quelques modifications des prescriptions actuellement applicables sont toutefois nécessaires.

D'autre part, une mise à jour du tableau des activités est nécessaire du fait de la création d'une nouvelle rubrique : Broyage de déchets verts – 2794.

Aussi un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions modifiées est joint en annexe.

En application de l'article R181-45 le préfet peut solliciter l'avis de la commission départementale des risques technologiques et sanitaires sur les prescriptions complémentaires prises en application de l'article L181-14. Compte-tenu des éléments présentés ci-dessus, nous proposons de ne pas solliciter cet avis.

En application de l'article R181-40 du code de l'environnement le projet d'arrêté proposé doit être communiqué au pétitionnaire qui dispose d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations éventuelles.

Le 18 février 2019
L'inspecteur de l'environnement

Nathalie LOPES

vu, adopté et transmis,
à monsieur le préfet de l'Isère
pour la directrice, par délégation
L'adjoint au chef de l'unité
départementale de l'Isère


Bruno GABET

Prescriptions applicables à

LELY ENVIRONNEMENT

Lieu-dit « L'Echaillon » - 38210 ST-QUENTIN-SUR-ISERE

Article 1

La société LELY ENVIRONNEMENT, dont le siège social est 37 rue Pierre Sémard à FONTAINE (38602), est autorisée à poursuivre l'exploitation de sa plateforme bois réglementée par l'arrêté préfectoral n° DDPP-IC-2017-12-19 du 19 décembre 2017.

Les prescriptions du présent arrêté complètent et modifient les précédentes prescriptions.

L'agrandissement de la plateforme bois sera réalisé dans les conditions du dossier de demande de modification lorsque ceux-ci ne sont pas contraires à des textes réglementaires spécifiques et notamment aux présents arrêtés.

Article 2

Le tableau des activités de l'article 1.3.1.1 de l'arrêté préfectoral n° DDPP-IC-2017-12-19 du 19 décembre 2017 est remplacé par le tableau suivant :

Nature des activités et installations	Volume / capacité	N° de nomenclature	Classement
Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712	Tri et stockage de métaux sur une surface maximale de 1500 m²	2713.1	A
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719	Transit de boues papetières pour une capacité maximale de 15 000 m³	2716.1	A
Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 ou / et celles relevant des dispositions de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement	Les précisions suivantes concernent la rehausse : Capacité de stockage totale : 3 000 000 t Capacité de stockage annuelle : 150 000 t/an Capacité journalière de stockage : 700t/j Superficie de base de la rehausse : 27 ha Hauteur maximale des déchets stockés : 16 mètres Durée d'exploitation : 20 ans	2760.2	A
Installation de traitement aérobique (compostage ou stabilisation biologique) de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, ayant le cas échéant subi une étape de méthanisation	Quantité maximale de matières traitées : - déchets verts : 250 t/j - boues de stations urbaines 6 t/j - bio déchets (fraction fermentescible des ordures ménagères) : 50t/j	2780.1a et 2780.2a	A

Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782 et 2971	Maturation et traitement de mâchefers d'UIOM pour une capacité nominale de 25 000 m ³ et une quantité traitée de 200 t/j	2791.1	A
	Broyage de déchets de bois aggloméré : 175t/j Quantité max stockée d'aggloméré = 10 000m ³ (1) Installation de traitement des lixiviats, seuls les lixiviats produits sur site et , le cas échéant, provenant de l'ISDND LELY à Izeaux sont autorisés		
Broyage de déchets verts	250t/j	2794	E
Broyage de grumes et bois SSD	Puissance machine = 970kW 225 t/j (2)	<u>2260.1.A</u>	E
Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE – traitement biologique	Traitement biologique : compostage de déchets verts, boues de stations urbaines et biodéchets 306 t/j	3532	A
Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et 2760.3 et celles relevant des dispositions de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	Stockage de déchets non dangereux 150 000 t/an	3540	A
Liquides inflammables (installation de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles)	4 installations de chargement de camions citernes, deux pour le fuel de 5 et 9 m ³ /h, deux de gasoil de 5 m ³ /h chacune	1434.1b	DC
Stations-service ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburants de véhicules à moteurs, de bateaux ou d'aéronefs	Trois distributeurs de 5 m ³ /h chacun pour un volume annuel distribué inférieur à 3000 m ³ (gasoil et GNR)	1435-2	DC
Stockage de bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des établissements recevant du public	Stockage de bois sec, le volume susceptible d'être stocké étant inférieur ou égal à 40 000 m ³ (2)	1532.2	E
Broyage, concassage, criblage... mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes	Concassage avec une puissance installée de 350 kW et criblage avec une puissance installée de 200 kW	2515.1b	E
Station de transit de produits minéraux ou de	Transit de déchets inertes pour une capacité	2517.3	D

déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	susceptible d'être stockée de 75 000 m ³ Surface : 10 000 m ²		
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710 et 2711	Tri et stockage de déchets non dangereux sur une surface maximale de 5000 m ² quantité maximale stockée : 800 m ³	2714.2	D
Stockage de produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	Trois cuves enterrées double paroi, une de 50 m ³ de fuel lourd, une de 30 m ³ de gasoil et une de 50 m ³ de gasoil Total : 130m ³ Quantité totale : inférieure à 250 t	4734-1	NC
Installations de réfrigération et de compression	4 compresseurs de 75 KW chacun et 2 groupes frigorifiques de 77 kW chacun pour les installations de valorisation du biogaz	2920	NC

(1) +(2) : la quantité de bois stocké, toute qualité confondues (aggloméré, grumes et bois SSD) ne doit pas dépasser 40 000m³.

Article 3

Les prescriptions du titre 11 de l'arrêté préfectoral n° DDPP-IC-2017-12-19 du 19 décembre 2017 « Dispositions particulières applicables à la plateforme bois » sont remplacées par les prescriptions suivantes (en surligné gris apparaissent les modifications par rapport à l'arrêté de 2017) :

«

Liste des installations concernées

Les installations concernées sont visées par les rubriques suivantes

Rubrique	Régime	Activités	Volume des activités
2791.1	A	Broyage de déchets de bois aggloméré	175t/j pour aggloméré quantité maxi stockée d'aggloméré = 10 000 m ³ (1)
<u>2260.1.a</u>	<u>E</u>	Broyage des grumes et bois SSD	Puissance machine = 970KW 225t/j
<u>2794</u>	<u>E</u>	<u>Broyage de déchets verts</u>	<u>250t/j</u>
1532.2	E	Stockage de grumes et bois SSD	40 000 m ³ (2)

(1) + (2) : la quantité de bois stocké, toutes qualités confondues (aggloméré, grumes et bois SSD) ne doit pas dépasser 40 000 m³.

Les déchets verts sont stockés et traités sur la plate-forme compostage.

L'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2794 qui lui sont applicables.

Surface dédiée

La plate-forme possède une surface totale de 73200 m².

Déchets admissibles

Les matériaux admis sur la plate-forme bois sont :

- des grumes (bois de forêt),
- du bois d'emballages non souillés (bois Sortie Statut de Déchets -SSD)),
- de l'aggloméré (déchet).

Exploitation

Le stockage des intrants et sortants est organisé par filière afin d'interdire le mélange des différentes qualités de bois.

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement applicables à l'intérieur de son installation.

L'ensemble de l'installation est régulièrement nettoyé, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières ; le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. La fréquence des nettoyage est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans une consigne. Les dates des nettoyages sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre les proliférations d'insectes et de rongeurs.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les éléments justifiant que les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Admission des intrants

Chaque type d'intrants fait l'objet d'un suivi selon des critères définis dans une procédure.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2014 fixant les critères de sortie de statut de déchets pour les broyats d'emballages en bois pour un usage comme combustible de type biomasse dans une installation de combustion sont applicables.

L'exploitant tient à jour un registre d'entrée indiquant la date de réception des lots, leur provenance, la quantité associée et les résultats des caractérisations ou vérifications effectuées à l'entrée du site.

Pour les déchets d'agglomérés, les registres d'entrée et de sortie sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R541.43 et R541.46 du CE.

Devenir des matières traitées

L'exploitant tient à jour un registre de sortie indiquant la date de départ des lots, leur destination, la quantité associée et les résultats des caractérisations ou vérifications effectuées en sortie de site.

Eaux pluviales et de procédés :

Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement en provenance de l'extérieur de la plate-forme.

L'ensemble de la plate-forme est imperméable et équipée de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement y ayant transité, les jus et les éventuelles eaux de procédé. La plate-forme présente une pente de 1,5 % minimum.

Les eaux résiduelles et pluviales de la plate-forme sont dirigées vers les bassins BP1 à BP9 suivant le plan de phasage.

Le volume utile de chaque bassin est matérialisé sur site.

Ces bassins sont curés régulièrement. Leur étanchéité fait l'objet de vérifications régulières et tracées.

L'exploitant prend toutes dispositions pour interdire la présence de végétaux, quels qu'ils soient, à l'intérieur des bassins.

Les eaux rejetées au milieu naturel respectent les caractéristiques définies en annexe 4 de l'arrêté préfectoral n° DDPP-IC-2017-12-19 du 19 décembre 2017.

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements représentatifs de la bâchée. Les rejets sont contrôlés suivant les dispositions de l'annexe 5 de l'arrêté préfectoral n° DDPP-IC-2017-12-19 du 19 décembre 2017.

Les rejets sont réalisés par bâchées après contrôle de leur qualité, à minima sur les paramètres volume, pH et conductivité pour lequel l'exploitant justifie du seuil de référence retenu.

En cas d'anomalie, l'ensemble des paramètres est contrôlé avant rejet.

En tout état de cause, l'ensemble des paramètres est contrôlé à minima 1 fois par an, la DCO, les MES et la DBO deux fois par an pour chaque bassin d'eaux pluviales.

Surveillance des alvéoles sous-jacentes

- L'exploitant est tenu d'assurer la pérennité et l'intégrité des dispositifs de collecte du biogaz et des lixiviats au droit des alvéoles sous-jacentes .
- Chaque alvéole dispose d'un puits de lixiviats qui restent accessible en toute circonstance.
- L'exploitant veille à la stabilité et l'intégrité de la digue de confinement.
- L'exploitant assure une surveillance des tassements notamment de manière à garantir l'écoulement des eaux pluviales vers le bassin de rétention prévu à cet effet.
- Tout problème est signalé sans délai à l'inspection et fait l'objet de mesures correctives immédiates.

Gestion du risque incendie

L'accès aux différentes aires de l'installation est conçu de façon à permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

La plate-forme bois comprend 8 zones de stockage distinctes :

zones	affectation	Dimensions maximales de la zone	Hauteur maximale de stockage
Zone 1	Stockage et broyage des produits SSD (lots avant broyage + une partie des produits finis)	166 m x 70 m	6 mètres
Zone 2	Stockage des produits finis bois SSD pré broyés	117 m x 72 m	6 mètres

Zone 3	Zone de réception et stockage bois SSD avant broyage	36 m x 34 m	4 mètres
Zone 4	Stockage et traitement des grumes et des plaquettes	74 m x 60 m pour plaquettes 50 m x 42 m pour grumes	4 mètres
Zone 5	Zone de stockage de bois SSD pré broyés	50 m x 80 m	4 mètres
Zone 6	Stockage des agglomérés et bois non conforme	48 m x 38 m	4 mètres
Zone 7	Bâtiment couvert pour le stockage/séchage du bois SSD	bâtiment existant 3000m ²	Distance minimale de 1 mètre entre le sommet du tas et le plafond
Zone 8	Bâtiment couvert pour le stockage/séchage des plaquettes forestières	bâtiment existant 1000m ²	Distance minimale de 1 mètre entre le sommet du tas et le plafond

Il est rappelé que la quantité de bois stocké, toutes qualités confondues (aggloméré, grumes et bois SSD) ne doit pas dépasser 40 000 m³.

La distance entre chaque zone est au minimum de 20 mètres **sauf entre les zones 5 et 6 où elle peut être réduite à 15 mètres.**

Sur chaque zone de stockage extérieure, le stockage est organisé en îlot de surface maximale 5000m² la distance entre deux îlots étant de 20 mètres minimum.

Aucun stockage de matériau combustible ou inflammable ne doit être réalisé dans la zone des effets létaux significatifs des phénomènes dangereux.

Les stockages sont éloignés d'au moins 20 mètres de la végétation bordant les limites de propriété.

L'exploitant s'assure par des contrôles réguliers que les conditions de stockage (durée de stockage, taux d'humidité, température...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto inflammation.

Les moyens incendie spécifiques à la plate-forme et placés hors des périmètres de flux thermiques de 3kW/m² sont les suivants :

- 1 poteau incendie normalisé alimenté par le réseau eau de ville
- une réserve d'eau de 80m³.

L'exploitant assure la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie, conformément aux référentiels en vigueur.

Cessation d'activité

En cas de cessation d'activité de la plate-forme, les alvéoles sous-jacentes seront réaménagées conformément au titre IV de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

»